



COMMUNIQUÉ DE LA CNT - SOLIDARITÉ OUVRIÈRE 86

Le 26/03 à Poitiers

Ce samedi 25 mars fut une journée de lutte massive, déterminée et pleine de solidarité contre le projet de « méga-bassine » de Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres. Si l'on peut se réjouir de l'incroyable réussite qu'a été la mobilisation contre les méga-bassines en terme d'affluence (la manifestation ayant réunie près de 30 000 personnes), et des diverses actions qui ont été menées au cours du week-end (accueil de délégations internationales, débats, montage d'une serre, plantation d'une haie...), on déplore malheureusement 200 manifestants blessés, dont 3 sont toujours dans un état critique. Un bilan très lourd qui est la conséquence de la violence inouïe des forces de gendarmerie, ayant fait usage de plus de 4 000 grenades en tout genre en quelques heures seulement. La CNT-SO condamne fermement la violence déployée par les forces de l'ordre qui a conduit à la mutilation de dizaines de manifestants.

Quel était l'intérêt pour la préfète des Deux-Sèvres, et à travers elle tout l'appareil de l'État, de vouloir empêcher à tout prix que des manifestants ne s'approchent d'une bassine vide ? Pourquoi vouloir protéger à ce point un trou béant au milieu des cultures (représentant l'équivalent de 80 piscines olympiques) qui ne profitera qu'à une poignée d'agriculteurs ? À Sainte-Soline, les gendarmes n'étaient pas venus pour protéger un cratère, mais bel et bien pour abattre un ennemi politique, ennemi politique que le ministre de l'intérieur Gérard Darmanin désigne à longueur d'interview : « l'extrême gauche », mais qui est, en réalité, quiconque s'oppose au programme capitaliste de destruction, de spoliation et d'aliénation.

Et comment ne pas voir dans les déclarations de ce même Gerald Darmanin une préméditation lorsqu'il annonçait sur le média propagandiste d'extrême droite C-news, vendredi 24 mars, que « *les français vont voir ce week-end de nouvelles images extrêmement violente* » à propos du rassemblement de Sainte-Soline ?

Déjà jeudi 23 mars, lors des manifestations contre la réforme des retraites un syndicaliste cheminot, membre de SUD rail, a été éborgné, tandis qu'une salariée de l'éducation nationale a été gravement blessée par une grenade de désencerclement à Rouen.

Les nombreux cas de violence commises par la BRAV-M et d'autres factions de la police, dans les cortèges parisiens et ailleurs, ont été largement documentés et commentés ces dernières heures : arrestations abusives, privations de liberté totalement injustifiées, insultes sexistes, racistes et homophobes, coups de matraque, usage intensif de gaz lacrymogène et de grenade de désencerclement, non assistance à personne en danger, tir de LBD au niveau de la tête et des parties génitales, torture physique et psychologique, attouchements sexuels et viols, tentative d'homicide... Après de tels événements, comment ne pas avoir en mémoire les noms de Vital Michalon, Rémi Fraisse, Zyed Benna et Bouna Traoré, Cédric Chouviat, Zineb Redouane, Adama Traoré... et tant d'autres, toutes et tous victimes de la barbarie policière.

Les exactions policières ne sont pas le fruit de la « fatigue » comme l'affirme Darmanin, elles relèvent d'un système basé sur le « maintien de l'ordre » capitaliste et post-colonial qui n'opère que par la violence et la répression. Ces actes ne peuvent et ne doivent rester impunis et demeurer sans réponse.

Aussi, jeudi à Poitiers, suite à la manifestation intersyndicale contre la réforme des retraites et après avoir largement gazé la fin de la manifestation à la Porte de Paris, une personne a été interpellée puis placée en mandat de dépôt ce samedi après 48h de garde à vue, sans que les charges retenues ne soient connues à ce jour. Soyons nombreux·ses à le soutenir lundi 27 mars pour son passage en comparution immédiate.

Citons enfin la violence que représente les réquisitions de salariés grévistes, que la police envoie manu militari au travail, au mépris total du droit constitutionnel à la grève. Réquisitions pour lesquelles l'État français a par ailleurs déjà été condamné par le passé et qui font face à la détermination intacte des travailleuses et des travailleurs à bloquer l'économie du pays.

Dans ce contexte et pour toutes ces raisons, nous appelons au **rassemblement lundi 27 mars à 14h devant le palais de justice de Poitiers** afin de soutenir le camarade emprisonné suite à la manifestation de jeudi et exiger sa libération immédiate ainsi que celle de toutes les personnes interpellées dans les mouvements de contestation de ces derniers jours partout en France.

Nous appelons également à faire de la journée de **mardi 28 mars une journée de mobilisation massive, par la grève et les blocages.**

Nous appelons enfin à faire de la date du **samedi 1^{er} avril une journée de manifestation contre la loi immigration** (qui se profile au parlement dans les prochaines semaines) et contre la personne qui porte cette réforme : Gérald Darmanin, premier responsable des exactions policières précédemment évoquées.

Contre la réforme des retraites,

Contre la loi asile et immigration,

Contre les méga-bassines,

Contre la répression des mouvements sociaux,

Contre le système capitaliste qui porte en lui la misère, la xénophobie, la destruction de la planète et l'État policier.

Une attaque contre l'un·e d'entre nous est une attaque contre nous tou·te·s

Toutes et tous dans la rue :

- **lundi 27, à 14h devant le palais de justice de Poitiers**
- **mardi 28 mars dès 6h à la porte de Paris et à 15h pour le départ de la manifestation**
- **samedi 1^{er} avril, 14h30 place de la Mairie à Poitiers**
- **Et tous les soirs de la semaine à 18h devant la préfecture !**